



## Séance ordinaire du jeudi 20 septembre 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources Humaines

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE. Josy SCHWARTZ, suppléant de Laurent JAOUL, Claudine VASSAS MEJRI, suppléant de Gilbert PASTOR.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Sabria BOUALLAGA, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Michel FRAYSSE, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Marie-Christine PANOS, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

### Absents / Excusés :

Renaud CALVAT, Audrey LLEDO, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Catherine DARDE, Sonia KERANGUEVEN, Jean-Luc SAVY, Rabii YOUSSEF.

## **Ressources Humaines - Modification du Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation**

Madame Régine ILLAIRE, Vice-Présidente, rapporte :

### **I- Créations de postes :**

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il est nécessaire de créer au tableau des effectifs les postes mentionnés dans l'**annexe 1** ci-jointe ;

### **II- Réajustements de postes pour mise en conformité grade/emploi :**

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de procéder à des mises en conformité du cadre d'emploi d'accès aux postes mentionnés en **annexe 2** ci-jointe ;

Pour l'emploi de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

### **III- Transformations de postes :**

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de procéder à des ajustements de postes au moyen de créations et de suppressions mentionnées en **annexe 3** ci-jointe après avis du Comité Technique du 11 septembre 2018.

### **IV- Confirmations de postes :**

a/ Par délibération **n°14910 du 27 septembre 2017**, le poste relevant du cadre d'emplois des directeurs territoriaux d'établissement d'enseignement artistique pour exercer des fonctions de Directeur du Conservatoire d'Art Dramatique (n° de poste : 2004-456) a été confirmé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté au Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole et à l'Ecole Nationale Supérieure d'Art Dramatique.

- nature des fonctions : assurer la Direction de l'enseignement de l'art dramatique au sein du Conservatoire à Rayonnement Régional et de l'Ecole Nationale Supérieure d'Art Dramatique de Montpellier.
- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience similaire.
- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°91-856 du 2 septembre 1991 portant échelonnement indiciaire des directeurs territoriaux d'établissement d'enseignement artistique.
- motif : compte tenu de la nécessité d'assurer la continuité et la coordination de l'enseignement de l'art dramatique au sein du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Ecole Nationale Supérieure d'Art Dramatique et, ce poste ne peut rester vacant.
- fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

b / Par délibération **n°14910 du 27 septembre 2017**, le poste de chargé de communication événementielle qui relève du cadre d'emplois des attachés territoriaux (n° du poste : 2010-055) a été confirmé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction de la communication mutualisée.

- nature des fonctions : Gérer les événements ou manifestations ; élaborer le budget estimatif de l'opération ; préparer le brief initial et le communiquer aux prestataires ; assurer la conformité des propositions faites et leur bonne mise en œuvre ; coordonner le travail des intervenants, externes et internes ; assurer la gestion logistique durant la manifestation ou l'événement et son évaluation à son issue.
- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'un diplôme BAC+ 4 et d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine de la communication et de la conduite de projet.

- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux,
- motif : compte tenu de la nécessité d'assurer des opérations de communication auprès des administrés sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, ce poste ne peut rester vacant,
- fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3 alinéa 5 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

c / Par délibération **n°14910 du 27 septembre 2017**, le poste de Chargé de projets qui relève du cadre d'emplois des attachés territoriaux (n° du poste : 2012-030) a été confirmé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction de la communication mutualisée.

- nature des fonctions : Elaborer et suivre des projets de communication des politiques publiques thématiques ; assurer la gestion de l'information et production de contenus thématiques ; concevoir et suivre des supports de communication
- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine de la communication et connaissance de la presse des collectivités locales,
- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux,
- motif : compte tenu de la nécessité d'assurer des opérations de communication auprès des administrés sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, ce poste ne peut rester vacant,
- fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3 alinéa 5 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

d / Par délibération **n°11950 du 29 octobre 2013**, le poste d'Ingénieur en charge des schémas directeurs liés au petit cycle de l'eau qui relève du cadre d'emplois des ingénieurs (n° du poste : 2013-070) a été créé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction de l'eau et de l'assainissement.

- nature des fonctions : assurer la réalisation et l'actualisation permanente des schémas directeurs portés par la Direction pour satisfaire les besoins en eau et en assainissement des usagers du territoire dans une vision prospective en lien avec la politique d'aménagement du territoire et dans le respect du bon état des milieux aquatiques.
- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'un diplôme d'ingénieur ou d'un master 2 en sciences et technologie de l'eau, et d'une première expérience professionnelle dans un poste similaire,
- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°2016-203 du 26 février 2016 portant échelonnement indiciaire des ingénieurs territoriaux,
- motif : compte tenu de la nécessité d'assurer la réalisation et l'actualisation permanente des schémas directeurs sur les besoins en eau et en assainissement des usagers du territoire, ce poste ne peut rester vacant,
- fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3 alinéa 5 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

e / Par délibération **n°12750 du 5 février 2015**, le poste de Chef du service information magazines qui relève du cadre d'emplois des attachés territoriaux (n° du poste : 2015-003) a été créé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction de la communication mutualisée.

- nature des fonctions : coordonner le service et encadrer les agents ; définir et gérer l'édition mensuelle.
- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux,
- motif : compte tenu de la nécessité de coordonner le service et de gérer l'édition mensuelle, ce poste ne peut rester vacant,
- fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3 alinéa 5 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

f / Par délibération **n°14351 du 14 décembre 2016**, le poste de Rédactrice en chef magazine ville qui relève du cadre d'emplois des attachés territoriaux (n° du poste : 2016-548) a été créé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction de la communication mutualisée.

- nature des fonctions : piloter l'élaboration et la réalisation de magazines de la Ville ainsi que des supports périodiques journalistiques ; assurer avec son homologue, la coordination de l'équipe de rédaction mutualisée ; veiller au respect du cadre éditorial sur le fond et la forme ; lancer et contrôler la fabrication des magazines, et s'assurer de leur bonne distribution.
- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux,
- motif : compte tenu de la nécessité d'élaborer et de réaliser les magazines de la Ville, ce poste ne peut rester vacant,
- fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3 alinéa 5 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

g/ Par délibération n°**13384 du 12 novembre 2015**, le poste de Chef du service production qui relève du cadre d'emplois des attachés territoriaux (n° de poste 2002-444) a été confirmé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction de la Communication mutualisée.

- nature des fonctions : Assurer la coordination du Pôle Edition, gérer directement divers dossiers thématiques, garantir la bonne application de la charte graphique de la Communauté d'agglomération, suivre et participer à l'élaboration des outils de communication des équipements, assurer une veille sur l'évolution des outils et supports de communication pour être force de proposition.
- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'un diplôme universitaire sanctionnant au moins 4 ans d'études, d'une solide expérience professionnelle de plusieurs années dans le domaine de la communication.
- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux.
- motif : compte tenu de la nécessité d'assurer des opérations de communication auprès de la presse locale et nationale sur les actions menées par Montpellier Méditerranée Métropole, ce poste ne peut rester vacant.
- fond juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

h / Par délibération n°**12750 du 05 février 2015**, le poste relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux ou des ingénieurs territoriaux pour exercer des fonctions de conseiller en création d'entreprise innovante au sein du service Business Innovation Center (n° du poste : 2004-032) a été confirmé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction de l'Emploi et de l'Economie.

- nature des fonctions : Assurer l'accompagnement efficace et contribuer à la création d'entreprises ambitieuses et pérennes, participer aux actions de sensibilisation à la création d'entreprises, élaborer et améliorer des outils de formation et assurer une veille économique dans les domaines innovants.
- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle significative sur un poste à responsabilité dans une structure de conseil ou d'une pépinière d'entreprise et être titulaire d'une formation supérieure d'un niveau Bac + 3.
- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux ou sur la base du décret n°2016-203 du 26 février 2016 portant échelonnement indiciaire des ingénieurs territoriaux.
- motif : compte tenu de la nécessité d'assurer l'accompagnement des porteurs de projets dans la réalisation de leur plan d'affaire sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, ce poste ne peut rester vacant.
- fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- modifier le tableau des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole en tenant compte des créations, des mises en conformité, des transformations et des confirmations de postes ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole Budget Principal, chapitre 930, 931, 933, 935, 936, 937 et 938 et les budgets annexes ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 28/09/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 28 septembre 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180920-55981-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 28/09/18

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Annexe 1 Créations de postes
- Annexe 2 Réajustements de postes
- Annexe 3 Transformations de postes

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.